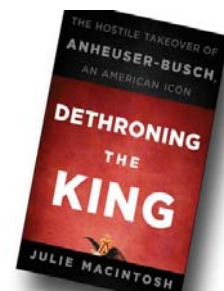


La fusion Anheuser-Busch InBev vue par les Américains

Dans «*Dethroning the King*», Julie MacIntosh, journaliste au «*Financial Times*», explique pourquoi Anheuser-Busch a si vite capitulé face à l'assaut d'InBev. Un livre qui en dit long sur la toute-puissance des Brésiliens à la tête du groupe. Un groupe qui n'a décidément plus rien de belge...



Mercredi 11 juin 2008. Coup de tonnerre dans le ciel de Saint-Louis dans le Missouri. Sa brasserie Anheuser-Busch (AB), devenue une véritable icône américaine grâce à sa marque Budweiser, est la cible d'un prédateur étranger. Le groupe belgo-brésilien InBev propose de racheter toutes les actions d'AB au prix de 65 dollars l'action.

Objectif avoué : fonder le leader mondial de la bière. Quelques minutes avant de diffuser publiquement la nouvelle, Carlos Brito, le grand patron brésilien d'InBev, téléphone à August IV, le président et CEO d'AB, pour l'avertir de l'opération.

«Peu d'Américains ont réalisé, à l'époque, qu'un groupe étranger avait pris le contrôle d'AB en mettant sur la table 52 milliards de dollars en cash, écrit Julie MacIntosh, journaliste au *Financial Times* dans *Dethroning the King : The Hostile Takeover of Anheuser-Busch, an American Icon* (Editions Wiley). Un livre consacré aux coulisses de ce rachat.

Comme la monarchie en Angleterre...

D'après Julie MacIntosh, l'opinion publique américaine a longtemps cru qu'Anheuser-Busch, «*The king of beers*», était une forteresse imprenable car les Busch en contrôlaient le capital. Erreur ! Leur participation représentait à peine 4 % du total des actions en circulation, soit moins que celle du milliardaire Warren Buffett.

«C'était comme la monarchie en Angleterre. La famille Busch n'avait aucun pouvoir», commente un ancien directeur du brasseur US à la correspondante du FT. Pour cette dernière, «à d'autres moments de l'histoire des Etats-Unis, le réflexe protectionniste de l'opinion américaine aurait peut-être suffi, à lui seul, pour ruiner les chances d'un rachat d'AB par InBev. Mais la période n'était pas propice à ce type de protestation ; les gens étaient trop préoccupés par la crise financière et son impact sur leur vie quotidienne pour se demander si la Budweiser serait désormais brassée par une société américaine ou belge.»

Aucun mot sur les actionnaires belges

Dans *Dethroning the King*, la journaliste explique avec force détails, anecdotes et témoignages, pourquoi et comment la forteresse AB est si facilement tombée dans l'escarcelle d'InBev. Pour mener son enquête, Julie MacIntosh s'est essentiellement basée sur des sources anonymes émanant des deux groupes (Goldman Sachs et Citigroup pour AB ; Lazard et JP Morgan pour InBev).

Le plus étonnant dans ce livre, c'est que son auteur ne mentionne jamais les racines ni les actionnaires belges du groupe. Pour elle, les quatre protagonistes de ce mariage étaient, côté InBev, Carlos Brito et trois des quatre

actionnaires brésiliens qui siègent au conseil d'administration (CA) du groupe. A savoir : Marcel Hermann Telles, Jorge Paulo Lemann et Carlos Alberto da Veiga Sicupira. Nulle trace, donc, des représentants des familles fondatrices d'Interbrew (Alexandre Van Damme, Arnoud de Pret Roose de Calesberg, Grégoire de Spoelberch) qui sont pourtant toujours les actionnaires de référence de la multinationale. Or, on a du mal à imaginer que ces derniers, et plus particulièrement Alexandre Van Damme - considéré comme l'un des stratèges du groupe - n'aient pas été associés à des tractations aussi capitales pour l'avenir de leur groupe.

Au moment de l'annonce de l'OPA, écrit Julie MacIntosh, la plupart des Américains semblaient ne jamais avoir entendu parler d'InBev. «InBev, résume-t-elle, a grandi au départ d'une petite brasserie brésilienne et est devenue une multinationale en un temps record. Celle-ci est maintenant basée en Belgique mais elle est dirigé par des Brésiliens ambitieux.»

Voilà un drôle de raccourci de l'histoire. C'est comme si le n°1 mondial de la bière n'avait aucun ancrage belge ! On rappellera quand même que ce sont les Belges d'Interbrew qui ont eu la main lors de leur fusion avec AmBev en 2004 même si depuis lors, les Brésiliens ont pris le pouvoir du groupe.

Les rapports entre les Busch «dignes d'une tragédie shakespearienne»

Dethroning the king met aussi en lumière les rapports complexes qu'entretenaient August III, qui a régné en maître entre 1975 et 2002 sur AB, et son fils August IV. «Les relations entre le père et le fils Busch sont dignes d'une tragédie shakespearienne», commente la journaliste américaine en citant un conseiller d'AB.

Elle explique le rôle déterminant joué par le patriarche, resté administrateur, en faveur du rapprochement avec le brasseur belgo-brésilien. August III, révèle-t-elle, était vendeur de ses parts dès le premier jour de l'annonce. Et cela alors que son fils, dont il avait imposé la nomination en 2006 contre l'avis du conseil, tentait de résister à l'assaut d'InBev. En œuvrant au rachat du solde des parts du groupe mexicain Modelo (Corona), ce dernier espérait mettre à l'abri son entreprise de l'OPA d'InBev. Mais le CA en a finalement décidé autrement en dernière minute.

Un vieux rêve brésilien

On apprend par ailleurs dans l'ouvrage que les actionnaires brésiliens rêvaient depuis longtemps de se marier avec AB. Déjà dans le milieu des années 1990, Telles et Lehmann, à la tête d'AmBev, avaient demandé la main d'AB à August III. L'objectif était, à l'époque, de donner naissance à un géant brassicole qui contrôlerait l'Amérique du Nord au Sud. Mais le patriarche, frileux en matière d'acquisitions et focalisé sur son seul marché, avait toujours refusé. Stratégie qui rendra *in fine* le groupe vulnérable...

Enfin, ce livre apporte une confirmation. Carlos Brito est resté, outre-Atlantique, fidèle à sa réputation de chasseur de coûts. Le 8 décembre 2008, soit moins d'un mois après l'accord de fusion, le nouveau propriétaire annonçait la suppression de 1.400 emplois, soit 6 % des effectifs US. Fini la folie des grandeurs au QG de Saint-Louis.

«C'est comme s'il avait lancé une bombe au 9e étage du bâtiment», témoigne un membre de l'ancienne direction d'AB. Les secrétaires ont été remerciées, le luxueux mobilier de bureau en acajou vendu aux enchères, 40 % du personnel ont dû remettre leur BlackBerry et les tickets gratuits pour les matchs de baseball ont été supprimés. Autant de mesures qui ont fait grandir un sentiment anti-InBev à Saint-Louis et qui ont valu à Brito le surnom de «Carlos Burrito»...

Source : Sandrine Vandendooren de Trends cash.be
(mardi 09 novembre 2010)

« Chez nous ça fait longtemps que nous avons perdu ce sentiment d'appartenance que nous possédions avant les années 95 »